

**Note de présentation portant sur  
L'élaboration du Périmètre de Protection Modifié  
du château, du parc du château, de la fontaine et de  
l'église Saint-Denis, Monuments  
Historiques inscrits sur la commune d'Arnouville  
Et rayonnants sur Garges-lès-Gonesse**

Conformément aux articles R123-5 et R123-8 du Code de l'environnement

## Sommaire

---

Maître d'ouvrage et responsable du projet .....	3
Objet de l'enquête : modification du Périmètre de Protection Modifié .....	3
Caractéristiques principales du projet.....	5

## Maître d'ouvrage et responsable du projet

Ville de Garges-lès-Gonesse  
M. le Maire Maurice LEFEVRE

Mairie  
Direction du Développement de l'Aménagement et de l'Habitat  
8, place de l'Hôtel de Ville  
95140 GARGES-LES-GONESSE

Objet de l'enquête: modification du Périmètre de Protection Modifié du château, du parc du château, de la fontaine et de l'église Saint-Denis Monuments Historiques inscrits sur la commune d'Arnouville et rayonnants sur Garges-lès-Gonesse

La commune de Garges est concernée par trois monuments historiques inscrits sur la commune voisine d'Arnouville et dont le périmètre de protection rayonne sur le nord-est de la commune de Garges-lès-Gonesse :

- le château d'Arnouville (1750) inscrit depuis le 17 octobre 2000. Sont inscrits : les façades et toiture du château et de l'Orangerie, la chapelle, l'escalier d'honneur, les salons du rez-de-chaussée et l'emprise au sol du parc (propriété privée) ;



- la fontaine en pierre (1750) inscrite depuis le 29 mars 1929 et propriété de la commune d'Arnouville ;



- l'église Saint Denis (1782) inscrite depuis le 12 juin 1986 et qui est également propriété de la commune d'Arnouville ;



Le périmètre de protection des monuments historiques est une servitude d'utilité publique qui s'applique autour de chaque édifice inscrit ou classé au titre des monuments historiques :

« Lorsqu'un immeuble est situé dans le champ de visibilité d'un édifice classé au titre des monuments historiques ou inscrits, il ne peut faire l'objet, tant de la part des propriétaires privés que des collectivités et établissements publics, d'aucune construction nouvelle, d'aucune démolition, d'aucun déboisement, d'aucune transformation ou modification de nature à en affecter l'aspect, sans une autorisation préalable » (article L. 621-31 du Code du Patrimoine).

Les Périmètres de Protection Modifiés (P.P.M.) ont vocation à remplacer les périmètres actuels de 500 mètres autour des monuments historiques, au sein desquels l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France (ABF) est obligatoire pour toute modification du tissu (bâti et non bâti) environnant. Lors de l'instauration d'un P.P.M, seul le périmètre évolue, le contenu de la servitude restant pour sa part inchangé. Les P.P.M permettent ainsi de réserver l'action de l'ABF aux zones représentant un réel enjeu pour la préservation d'un monument historique et d'exclure de son champ d'intervention obligatoire celles qui sont dénuées d'intérêt patrimonial et paysager. Autrement dit l'ancien périmètre (arbitraire) de 500 mètres autour du monument, et qui s'étend à Garges-lès-Gonesse jusqu'à la zone de la Muette, sera remplacé par un secteur géographique recentré sur les enjeux essentiels et sur les lieux les plus sensibles au regard de la préservation du monument concerné.

En application de l'article L. 621-30 du Code du Patrimoine, l'Architecte des Bâtiments de France peut proposer, après accord de la commune, la modification du périmètre de protection selon deux procédures :

- à l'occasion de l'élaboration ou de la révision du document d'urbanisme ;
- à l'initiative de l'État : « procédure État ».

Le choix de l'Architecte des Bâtiments de France s'est ainsi porté sur la mise en œuvre de la procédure PPM établie à l'occasion de la révision du PLU de la Ville. Cette information a été relayée par Monsieur le Préfet dans le cadre du Porter à Connaissance relatif à la révision du Plan Local d'Urbanisme de la Ville.

A titre informatif, les délais de révision du PLU sont les suivants : arrêt du PLU en janvier 2016, enquête publique en juin 2016, approbation du PLU à l'automne 2016.

Par délibération en date du 16 décembre 2015, le Conseil Municipal a approuvé le principe d'élaboration du Périmètre de Protection Modifié du château, du parc du château, de la fontaine et de l'église Saint-Denis, Monuments Historiques inscrits sur la commune d'Arnouville dans le cadre de la révision du PLU et a précisé que ce dernier sera soumis à enquête publique conjointement à celle du PLU.

## Caractéristiques principales du projet de modification

Par courrier en date du 9 mars 2015, l'Architecte des Bâtiments de France, Chef du Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine du Val d'Oise, a proposé **la délimitation d'un périmètre qui**

**constitue principalement les abords immédiats des Monuments Inscrits sur la commune d'Arnouville et rayonnant sur la commune de Garges-lès-Gonesse.**

Le PPM proposé comprend les îlots qui constituent l'écrin bâti immédiat des monuments ainsi que ceux situés en co-visibilités avec ceux-ci et géographiquement peu éloignés. L'ABF propose donc que ce nouveau périmètre soit diminué par rapport au précédent pour ne retenir que « **des ensembles d'immeubles et des espaces qui participent à l'environnement du monument pour en préserver le caractère ou contribuer à en améliorer la qualité** » et donc tenant compte également du **projet de l'avenue du Parisis et de la nécessaire préservation paysagère de la Vallée du Petit Rosne** (voir cartes jointes).

Ainsi, le périmètre sur la commune de Garges-lès-Gonesse a été délimité **aux abords immédiats du château d'Arnouville et son parc**. La zone présente dans sa majorité un espace naturel le long de la rivière dite du Petit Rosne qu'il convient de préserver. Il a été exclu du périmètre les parcelles comprenant la zone commerciale dite du Pont de Pierre et une partie du quartier dit de la « Muette » comprise précédemment et partiellement dans le périmètre de protection du monument historique du château d'Arnouville et son parc.

**Le projet de modification a été élaboré en commun par les services du STAP et de la Ville.**

Ces évolutions peuvent se faire dans le cadre d'une procédure conjointe de révision du Plan Local d'Urbanisme.

Annexe 1 : carte de la servitude de protection du périmètre de 500 mètres actuel

## Annexe 2 : cartes du projet de PPM



Annexe 3 : note justificative établie par le STAP

Annexe 4 : délibération du Conseil Municipal en date du 16 décembre 2015 approuvant le principe d'élaboration du PPM